

REVUE DE PRESSE SYRIE
10 Décembre 2011

Washington ayant constaté que, dans la disposition actuelle, une guerre contre la Syrie dégénérerait en conflit mondial teste les possibilités d'une guerre par proxys, qui resterait alors limitée, comme lors de la Guerre froide. Dans ce contexte, Washington envisage la création d'une coalition militaire ad hoc sous leadership arabe. Un ballon d'essai a été envoyé par le prince Turki al-Faiçal et Ahmed Davutoglu.

Un attentat contre le contingent français de la FINUL est présenté par le Conseil national syrien et par les Services français à la Syrie comme une pression syrienne contre la France.

SYRIA PRESS REVIEW
December 10, 2011

Washington found that, in the current situation, a war against Syria would degenerate into a World War tests the possibilities of a war by proxy, which would then remain limited, as during the Cold War. In this context, Washington is considering the creation of an ad hoc military coalition with an arabic leadership. A trial balloon was sent by Prince Turki al-Faisal and Ahmed Davutoglu.

An attack against the French contingent of UNIFIL is presented by the Syrian National Council and by the French intelligence as a Syrian pressure against France.

Libération (France)

L'avertissement lancé à Paris pour sa politique en Syrie

L'attentat était attendu depuis au moins plusieurs semaines. Déjà, lors du récent forum de Libération à Lyon, le juge Marc Trévidic avait fait état des risques d'«un retour du terrorisme d'Etat», y compris sur le sol français, précisant que c'était l'une de ses principales craintes. La raison ? Le rôle joué par Paris dans les événements de Syrie, où la diplomatie française est en pointe, notamment au Conseil de sécurité. L'attaque contre la Finul témoigne que cette crainte était fondée. Elle survient d'ailleurs au lendemain d'une déclaration particulièrement dure du ministre français des Affaires étrangères faisant suite à une interview du président syrien niant que son régime soit impliqué dans la répression : «La France n'accorde aucune crédibilité aux propos provocants de Bachar al-Assad [...]. Son peuple l'a jugé, la communauté internationale l'a jugé. Comme tous les responsables de la répression, il devra rendre des comptes sur les crimes commis en Syrie depuis des mois. Il n'échappera pas à la justice.»

Revendication. C'est probablement cette dernière phrase extrêmement forte, puisqu'elle fait référence à la possibilité de déférer Bachar al-Assad devant un tribunal international, qui semble avoir été la raison de l'attentat commis

dans une région contrôlée par le Hezbollah. «C'est un message direct destiné à la France pour qu'elle réduise l'échelle des pressions sur la Syrie. Celle-ci l'adresse depuis le Liban, pays où elle ne manque pas de relais», analyse le politologue Khattar Abou Diab, professeur à Paris-III. Ce n'est pas la première fois que des patrouilles de la Finul sont visées par des bombes posées

«La Syrie est désormais le centre de la région. C'est la ligne jaune et si vous jouez avec, vous provoquerez un tremblement de terre.»

Le président syrien

sans revendication. Le 26 juillet, six soldats du contingent français de l'ONU avaient déjà été blessés, dont l'un grièvement, par une explosion similaire. Cela avait poussé Nicolas Sarkozy à écrire au Premier ministre Najib Mikati et au président Michel Sleiman pour leur dire que la France pourrait remettre en question sa présence au sein de la Finul si un attentat semblable se reproduisait.

C'est ce qui s'est passé vendredi, mais on voit mal Paris se désengager à l'heure où la Syrie s'enfoncé dans la violence et où Damas pour-

rait alors tenter de «réchauffer» la frontière libano-israélienne pour provoquer une escalade avec Israël. C'est d'ailleurs la crainte de toutes les chancelleries occidentales. Fin novembre, dans une interview à un journal britannique, Bachar al-Assad, en personne avait d'ailleurs menacé d'étendre le conflit. «La Syrie est désormais le centre de la région. C'est la ligne jaune, et si vous jouez avec, vous provoquerez un tremblement de terre : voulez-vous voir un nouvel Afghanistan, ou des dizaines d'Afghanistan ?» a menacé le président syrien.

Service. Rien n'indique que ce soit le Hezbollah qui ait commis l'attentat contre la Finul. Dernièrement, l'organisation palestinienne Saïka, complètement inféodée à la Syrie et léthargique depuis des années, a annoncé qu'elle reprenait du service. Il est possible aussi qu'un groupe salafiste, lié ou non à Damas, l'est perpétré. Ce qui est évident, en revanche, c'est que, dans cette région littéralement maillée par le Hezbollah, ses services de sécurité ne pouvaient pas ne pas être au courant. L'attentat survient alors que «le parti de Dieu» est de plus en plus accusé par l'opposition syrienne de participer à la répression.

JEAN-PIERRE PERRIN

Le Figaro (France)

La France de nouveau visée au Liban

Un Casque bleu français de la Finul a été grièvement blessé hier par l'explosion d'une bombe près de Tyr.

GEORGES MALBRINET

MOYEN-ORIENT Pour la deuxième fois en quatre mois, des soldats français de la Force internationale des Nations unies au Liban (Finul) ont été la cible d'un attentat à la bombe. Hier près de Tyr, dans le sud du pays. Pour la deuxième fois également, l'explosion s'est produite à un endroit où il n'y avait pas de soldats français, mais un civil libanais qui se trouvait dans la voiture. La bombe avait été dissimulée sous la terre sur le bord-voie.

« Mais elle avait été mise là pour tuer », assure un militaire français à Beyrouth, qui insiste sur la présence de l'explosion qui a causé un certain émoi.

Le 26 juillet dernier, un attentat du même genre avait déjà visé un convoi de soldats français, un peu plus au nord, cette fois, près de la ville de Saïda. Il n'a jamais été revendiqué, mais les spécialistes avaient soupçonné des groupes radicaux palestiniens.

« Les responsables vraisemblablement par la Syrie - d'être les auteurs. - L'analyse du dispositif de mise à feu de la bombe utilisée hier à Tyr, MENJIS permettra de savoir si on a affaire au même mode opératoire », estime la source précitée.

Quelques minutes seulement après ce nouvel attentat, Akhif Nagaj l'a condamné, assurant que « la France ne

Les cinq soldats libanais se trouvaient dans leur jeep quand une bombe, située sous la terre sur le bord-voie de l'avenue, a explosé.

10 DÉCEMBRE 2011



se laissera pas le tenter par des actes aussi ignobles ». « La France, en poursuivant le ministère des Affaires étrangères, appuie les capacités libanaises à tout savoir en ce qui concerne les responsables soient jugés. » Début août déjà, Nicolas Sarkozy avait adressé une lettre au contenu semblable au général Michel Sleiman, le président de la République libanaise, qui a chassé hier à rassurer Paris en déclarant que « tout » sera fait pour arrêter les coupables. Mais que peuvent être les capacités de Beyrouth alors que nous n'avons pas

qui touche à la sécurité réelle du territoire libanais ou des services de renseignements qui lui sont proches? Paris a également rappelé au gouvernement libanais l'urgence à accélérer le déploiement de son armée au sud, frontalière d'Israël. Pour l'instant, seuls 6 000 soldats libanais y sont stationnés.

Réduire le contingent français

Libanais s'il n'est pas encore établi avec certitude que la France était visée, ce nouvel attentat « marque une aggravation de la menace terroriste au Liban », reconnaît un diplomate à Beyrouth. La position de Paris au point de vue de la désescalade de la répression en Syrie paraît cependant floue s'en prendrait

à des intérêts français au Liban. La crainte est forte à l'ambassade de France à Beyrouth, où l'on redoute des attentats.

Ce nouvel acte de violence contre la Finul va également relancer le débat au sein de l'état-major à Paris sur le maintien d'un contingent français au Liban (3 000 hommes). « On observerait d'ailleurs, nous comme un membre de l'état-major, mais on ne pourra le faire qu'à l'issue des discussions en cours à l'ONU, et puis les libanais s'y opposent. » Depuis l'été dernier, l'amiral Edouard Guillaud, chef d'état-major, pense que « la Finul est arrivée au bout de ce qu'elle pouvait faire milita-

« Massacre » redouté à Homs

Les forces de sécurité syriennes ont fait au moins 24 exécutions, dont quatre enfants. Diverses opérations face aux manifestations contre le régime de Bachar el-Assad. Malgré un déploiement militaire massif, de nombreuses manifestations ont eu lieu, en particulier à Deraïr (Sud), Hama (Nord-Ouest), Homs, Hama (Centre) et Dar el-Zor (Est), sous le slogan « le grave de la déception », en référence à une grève générale échouée. À Homs, les forces de sécurité ont fait neuf morts, dont deux enfants de 10 et 12 ans, et 23 blessés, selon l'Observatoire syrien des droits de l'homme. Le Conseil national syrien, qui réunit la majorité des courants de l'opposition, craint « un massacre » à Homs, cible d'une répression violente depuis des semaines. AFP

La Tribune de Genève (Suisse/Switzerland)

Bachar el-Assad prépare un massacre dans la ville de Homs

Des blindés affluent vers le bastion de la contestation au centre de la Syrie. Au Liban, attentat contre des Casques bleus français

«Le régime se prépare à commettre un massacre à Homs.» Le Conseil national syrien - qui rassemble une majorité des courants d'opposition - a fait état hier d'informations inquiétantes. «Pour faire taire la révolution», Damas aurait décidé de faire un exemple en châtiant la ville emblématique de l'insurrection syrienne.

«D'importants renforts militaires ont encerclé la ville», écrit encore le Conseil national syrien qui parle «d'un nombre incalculable d'engins lourds». Selon des observateurs sur le terrain, des tirs d'artillerie pilonnent la cité rebelle depuis lundi. Un panache de fumée noire s'échappé du quartier de Baba Amro, où un oléoduc a été incendié

jeudi. Les autorités syriennes accusent les «groupes armés d'opposition» d'être à l'origine de cet attentat qui prive la ville du pétrole en provenance des champs situés dans l'est du pays.

Homs est la ville qui a payé le plus lourd tribut à la révolution. Entre jeudi et hier, 14 civils dont deux enfants de 10 et 12 ans y sont morts sous les tirs des snipers et les obus tirés par les chars. Face à la répression, les militants prodémocratie ont appelé sur la page Facebook Syrian révolution 2011 à une nouvelle grève générale demain et prônent la désobéissance civile.

Cette semaine, qui vit Bachar el-Assad nier tout rôle dans les violences sur la chaîne américaine ABC, est aussi celle d'une intensification des opérations de «pacification». L'armée syrienne aurait repris le contrôle de la ville d'Al-Rastan, après d'âpres combats avec des soldats passés dans le camp de l'insurrection. Cette confrontation armée

aurait fait près de 130 morts, civils pour la plupart.

La guerre civile en Syrie déborde aussi de ses frontières, estime l'opposition pro-occidentale libanaise, qui voit la main de Damas dans l'attentat qui visait hier des Casques bleus français. Une bombe a été dissimulée au bord d'une route près de Tyr, blessant cinq soldats français de la Finul, dont l'un se trouvait hier dans un état très critique.

Selon le journal koweïtien *al Seyasseh*, plus de 120 combattants du Hezbollah libanais, prosyrien, et une quarantaine de gardiens de la révolution de la République islamique d'Iran, alliée de Bachar el-Assad, ont été tués durant les trois derniers mois lors d'affrontements sur le territoire syrien, et notamment dans la banlieue de Damas et à Homs. Des blessés parmi ces troupes supplétives seraient actuellement soignés dans des hôpitaux dans la capitale et dans le nord du pays. **Olivier Bot**

Le Soleil (Canada)

Syrie : «profonde inquiétude» des États-Unis

Agence France-Presse

WASHINGTON — Les États-Unis ont fait part hier de leur «profonde inquiétude» quant aux informations émanant de l'opposition syrienne qui évoquent la préparation, par le régime du président Bachar Al-Assad, d'un assaut d'envergure dans la ville de Homs.

La porte-parole du département d'État, Victoria Nuland, a également souligné que M. Assad serait tenu responsable de tout décès provoqué par les troupes syriennes qui, depuis le début de la révolte en mars dernier, auraient tué selon l'ONU 4000 personnes dans la répression du mouvement.

«Nous sommes profondément inquiets quant à la fréquence des événements à Homs. Selon des informations diffusées aujourd'hui, le gouvernement [syrien] serait en train de préparer un assaut

très important et de très grande envergure sur la ville de Homs», a ajouté M^{me} Nuland.

Le gouvernement britannique a appelé hier Damas à «retirer immédiatement ses forces de Homs», condamnant une nouvelle fois la violence «inacceptable» exercée par le régime du président Bachar Al-Assad à l'encontre des manifestants.

Le Conseil national syrien (CNS), qui réunit la majorité des courants de l'opposition, a dit craindre un «massacre» à Homs, cible d'une répression violente depuis des semaines.

Sur le plan diplomatique, les autorités syriennes ont annoncé vouloir «étudier» une réponse reçue de la Ligue arabe à leur demande de levée des sanctions pour recevoir des observateurs de la Ligue dans le pays. Le régime syrien s'était dit lundi prêt à signer le protocole sur la venue d'observateurs de la Ligue arabe pour ren-

dre compte des violences sur le terrain et tenter de mettre fin à la répression. Mais dans une lettre envoyée à la Ligue arabe et publiée mardi par la presse, le ministre des Affaires étrangères, Walid Mouallem, a demandé l'annulation pure et simple des sanctions prises le 27 novembre par l'organisation panarabe, en échange de la signature du protocole.

L'opposition syrienne craint qu'un «massacre» ne soit en préparation à Homs

À l'échelle internationale, la Turquie a annoncé qu'elle allait suspendre à son tour un accord de libre échange avec la Syrie déjà suspendu par Damas, et prendre des dispositions pour éviter la Syrie dans ses relations commerciales avec le Proche-Orient.

Hier, les forces de sécurité syriennes ont ouvert le feu sur des manifestants, faisant 24 nouvelles victimes civiles, dont quatre enfants, en particulier à Homs.

«SORTIE HONORABLE»

La Syrie a demandé hier à la communauté internationale, et en particulier aux autres pays arabes, de l'aider à trouver une «sortie honorable» à la crise, en faisant cesser le flot d'armes qui arrivent dans le pays.

«Nous faisons appel au monde extérieur et à nos frères du monde arabe pour aider la Syrie [à faire cesser] l'acheminement d'armes» dans le pays, a déclaré le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Jihad Makdissi, lors d'une conférence de presse à Damas.

«Nous voulons que les autres, tous les autres, soutiennent l'évolution de la Syrie, pas la

confrontation armée en Syrie, a-t-il insisté. Si nous travaillons tous ensemble, nous pouvons trouver une sortie honorable à la crise.»

Le président syrien Bachar Al-Assad est «horriifié» et «attristé» par les violences meurtrières qui secouent le pays depuis près de neuf mois, et il a promis que les responsables devraient rendre des comptes, a assuré M. Makdissi.

Le régime «n'a jamais donné l'instruction claire d'utiliser des balles réelles contre les manifestants qui se rassemblent presque tous les jours depuis la mi-mars pour réclamer la démocratie.

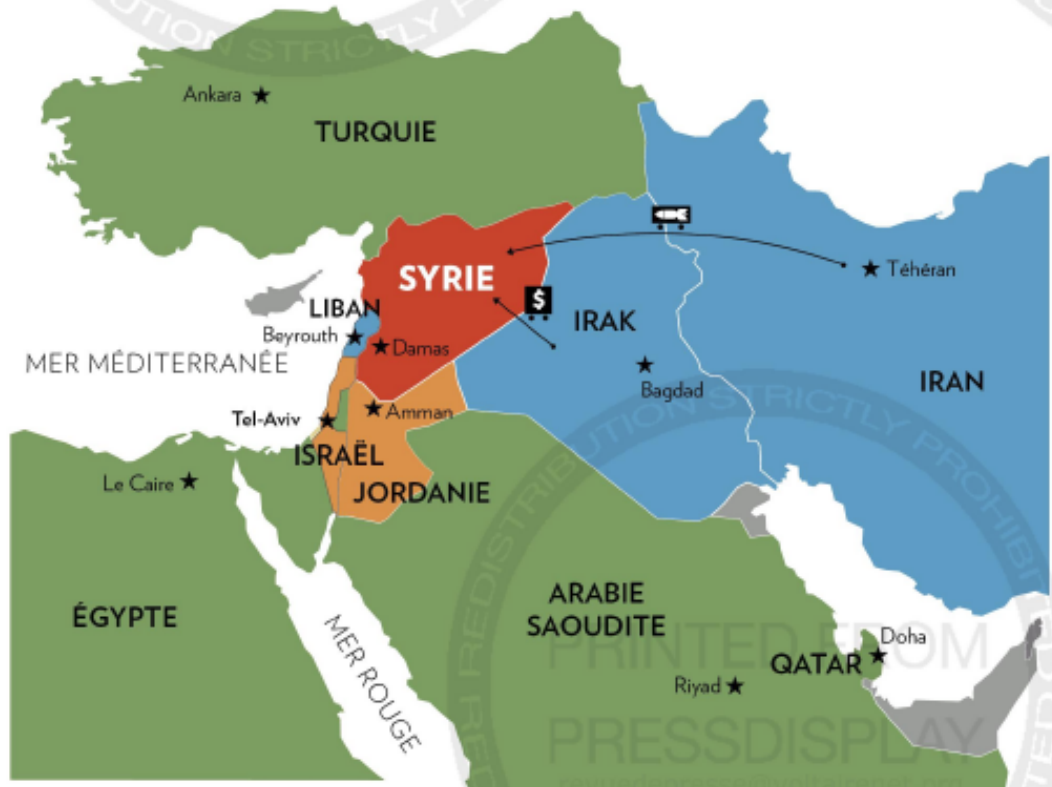
Dans un entretien accordé à ABC News et diffusé mercredi, le président Assad a nié toute responsabilité dans la mort de milliers de manifestants en Syrie, assurant que seul «un fou» pourrait donner l'ordre de tirer sur son peuple.

La Presse (Canada)

RÉBELLION EN SYRIE

LA POUDRIÈRE

Le soulèvement syrien est suivi de près non seulement par les voisins de la Syrie, mais aussi dans toutes les grandes capitales de la planète. Si la poudrière syrienne explose, les dégâts déborderont dans toute la région. Certains voisins soutiennent le régime actuel, d'autres le pourfendent. Voici pourquoi.





AGNÈS GRUDA

Au moins 4000 morts, des milliers de blessés, jusqu'à 40 000 prisonniers politiques: neuf mois après les premières manifestations contre le régime de Bachar al-Assad, la crise syrienne ne donne aucun signe d'apaisement. Bien au contraire, ce soulèvement dégénère de plus en plus en une guerre civile sanglante, qui risque fort de déborder chez les voisins.

Ceux-ci suivent forcément à la loupe les turbulences qui agitent ce tout petit pays de 22 millions d'habitants, qui partage ses frontières avec l'Irak, la Turquie, le Liban et Israël – tous directement concernés par le dénouement de la crise. Des voisins un

armes au Hezbollah libanais. Elle soutient aussi le Hamas, organisation islamiste palestinienne au pouvoir dans la bande de Gaza.

La Syrie est aussi un maillon économique crucial, par où transitent plus de la moitié des importations régionales, souligne le politologue Sami Aoun, de l'Université de Sherbrooke. Elle donne aussi accès à la Méditerranée, et donc à l'Europe. Ce qui élargit encore davantage le rayonnement international du pays de Bachar al-Assad. L'une des villes du littoral, Tartous, abrite d'ailleurs une base navale russe. Voilà qui ajoute à l'intérêt de Moscou pour la crise qui secoue le pays...

Au-delà des rivalités politiques et des enjeux économiques, il y a aussi la religion. Le conflit syrien sert de théâtre au conflit entre musulmans sunnites et chiites – et le jour où Bachar al-Assad perdra

Le soulèvement tunisien concernait surtout les Tunisiens. La protestation syrienne, elle, concerne tout le monde...

peu plus lointains ont aussi beaucoup à perdre, ou encore beaucoup à gagner en Syrie. Au premier plan: l'Iran et l'Arabie saoudite.

La Syrie se distingue des autres pays emportés au cours des derniers mois par le Printemps arabe, souligne Houchang Hassan-Yari, du Collège militaire royal de Kingston. «Sa situation géo-stratégique fait en sorte qu'il y a beaucoup plus d'enjeux internationaux que lors du soulèvement tunisien, par exemple, où les enjeux étaient essentiellement locaux.» En d'autres mots, le soulèvement tunisien concernait surtout les Tunisiens. La protestation syrienne, elle, concerne tout le monde...

La Syrie est l'un des rares alliés de l'Iran. Elle lui permet d'acheminer des

le contrôle du pays, ces derniers risquent de perdre beaucoup de plumes.

Dans une stratégie familière à toutes les dictatures vacillantes, le régime syrien ne voit affaire à un soulèvement populaire et accuse les puissances étrangères de tirer les fils de la rébellion pour détruire le dernier bastion anti-impérialiste dans le monde arabe.

Mais on n'a pas besoin de croire en un vaste complot international pour comprendre que la Syrie sert aujourd'hui de terrain d'affrontement entre des régimes qui soutiennent Bachar al-Assad, et pas seulement pour ses beaux yeux. Et d'autres qui souhaitent sa chute, et pas seulement par amour de la démocratie. Voici les raisons qui animent les uns et les autres.



LES AMIS DE BACHAR AL-ASSAD

LÉGENDE



LES ANTI BACHAR AL-ASSAD



LES HÉSITANTS



LES PRO BACHAR AL-ASSAD

Iran

Les motivations

La chute de Bachar al-Assad ferait perdre à l'Iran son allié le plus précieux, qui lui permet de rejoindre le Hezbollah, le mouvement chiite qui contrôle le sud du Liban. Pour l'Iran, il s'agirait du «revers stratégique le plus sévère depuis le 11 septembre 2001», selon Sami Aoun. Du coup, ce pays se trouverait aussi plus vulnérable devant Israël. La chaîne de l'islam chiite qui sont de l'Iran, passe par Damas et Bagdad, avant de rejoindre le Liban, serait également rompue.

Les actions

L'Iran apporte un appui inconditionnel au régime Assad. Il lui accorde de l'aide militaire. Mais en même temps, il appelle Damas à ouvrir un dialogue avec les opposants et à leur offrir quelques compromis.

Irak

Motivations

Depuis la chute de Saddam Hussein, l'Irak est dirigé par la majorité chiite. Celle-ci craint que la chute de Bachar al-Assad ne renforce les sunnites syriens mais aussi ceux de son propre côté de la frontière. Le chaos syrien risquerait alors de déborder en Irak, qui a connu plus que sa part de guerres fratricides.

Actions

L'Irak fait partie de la poignée de pays qui ont refusé d'appuyer les sanctions décrétées par la Ligue arabe contre la Syrie. Il a appuyé la Syrie financièrement (le régime veut qu'il y ait envoyé des millions de dollars) et diplomatiquement.

Liban

Motivations

Le gouvernement libanais est dominé par le Hezbollah, la milice chiite qui contrôle le sud du pays et menace Israël. Il appuie le régime Assad par solidarité religieuse, mais aussi pour des raisons pragmatiques, puisqu'il la fournit en armes. Par contre, les sunnites libanais appuient les opposants syriens. Et les chrétiens sont divisés.

La chute du régime syrien risque d'exacerber les tensions interconfessionnelles au Liban. Au risque de rallumer une guerre civile dans ce pays, craint Houchang Hassan-Yari.

Actions

Tout en soutenant le régime Assad, le gouvernement libanais joue de prudence, pour ne pas exacerber les tensions internes. Il a tendance à s'abstenir dans les votes. En même temps, le Liban abrite aussi plusieurs opposants syriens, réfugiés à l'intérieur de ses frontières.

Russie et Chine

Motivations

La Russie se méfie des islamistes qui pourraient prendre le pouvoir après la chute du régime, mais aussi de la Turquie, qu'elle voit comme un pion pro-américain. La Chine défend ses intérêts économiques, notamment dans le pétrole. Ces deux pays ne se préoccupent pas trop des droits de l'homme et s'opposent à toute atteinte à la souveraineté des États.

Actions

La Russie et la Chine opposent leur veto aux résolutions antisyriniennes au Conseil de sécurité. La Russie a aussi envoyé des signaux contradictoires, annonçant qu'elle dépêcherait des navires de guerre vers la Syrie en 2012, avant de corriger le tir pour dire que ces navires ne feraient pas escale dans les eaux syriennes.

LES ENNEMIS DE BACHAR AL-ASSAD

Turquie

Motivations

Se sentant rejetée par l'Union européenne, la Turquie cherche maintenant à augmenter son influence au Moyen-Orient. Elle voit d'un bon œil la montée de l'islamisme modéré, porté par les Frères musulmans. Elle craint aussi qu'en se prolongeant, la crise syrienne ne se répète à l'intérieur de ses propres frontières, avec un nouvel afflux de réfugiés.

Actions

La Turquie a abrité plusieurs conférences des opposants syriens. Elle milite en faveur de l'établissement d'une zone de protection à l'intérieur de la Syrie. Et pourrait devenir l'acteur-clé dans le cadre d'une éventuelle intervention militaire étrangère en Syrie.

Arabie saoudite

Motivations

Le royaume saoudien cherche surtout à affaiblir l'influence de l'Iran et de l'islam chiite. Il y va de la rivalité religieuse, mais aussi ethnique: ce sont les Arabes contre les Persans. Ce qui est en jeu ici, également, c'est l'alliance stratégique saoudienne avec les États-Unis.

Actions

L'Arabie saoudite reste discrète, tout en déléguant un rôle plus actif au Qatar.

Qatar

Motivations

«C'est un tout petit État, avec une grande diplomatie», dit Sami Aoun. Il agit au nom des autres pays du Golfe, en faveur d'islamistes modérés et pro-occidentaux.

Actions

En plus d'un rôle diplomatique, le Qatar allonge aussi ses pétrodollars. Il aurait proposé 100 millions de dollars au ministre syrien des Affaires étrangères pour qu'il annonce sa rupture avec le régime.

Égypte

Motivations

Très hésitante au début du soulèvement, l'Égypte a fini par se joindre aux anti-Assad. La montée des Frères musulmans (sympathiques aux Frères musulmans syriens) et des salafistes (alignés sur l'Arabie saoudite) y est sans doute pour quelque chose.

Actions

L'Égypte abrite la Ligue arabe qui a voté des sanctions contre la Syrie. Elle a milité en faveur des sanctions. Elle abrite aussi des opposants syriens.

États-Unis

Motivations

Washington craint les lendemains de son retrait de l'Irak. Il veut éviter que l'axe chiite Iran-Syrie-Irak ne soit renforcé après le départ de ses troupes. La chute d'Assad préviendrait ce scénario. Mais elle pourrait aussi accoucher d'un autre cauchemar...

Actions

Les États-Unis agissent de loin, par l'intermédiaire du Qatar et de la Turquie.

LES HÉSITANTS

Jordanie

Motivations

Le gouvernement jordanien n'aime pas Bachar al-Assad, mais hésite à le dire ouvertement, par crainte de sa propre population, qui voit le régime syrien comme une puissance régionale opposée à Israël. La Jordanie craint aussi les répercussions des sanctions antisyriniennes sur son économie.

Actions

La Jordanie a soutenu les sanctions contre la Syrie, mais elle a aussi réclamé qu'elles ne soient pas appliquées. Le cas échéant, elle réclame des compensations financières.

Israël

Motivations

L'État hébreu est pris entre deux feux. Le régime syrien soutient le Hezbollah, au Liban, et le Hamas, dans les territoires palestiniens. Deux ennemis jurés d'Israël. Sa chute affaiblirait ces deux mouvements. Elle affaiblirait aussi l'Iran. Mais qui viendrait après? Israël craint qu'après la chute du régime Assad, le pouvoir ne se retrouve entre les mains d'islamistes, y compris les Frères musulmans, susceptibles de soutenir... le Hamas.

Actions

Cette semaine, le ministre de la Défense israélien, Ehoud Barak, a annoncé la chute imminente du régime syrien. Mais pour l'instant, Israël garde une attitude attentive.

CES MYSTERIEUX ALAOUITES

AGNÈS GRUDA

Montréalais d'origine syrienne, Camille Otrakji se souvient de l'époque où, enfant, il partait avec sa famille chercher des domestiques «dans les montagnes.»

Situées derrière la ville côtière de Lattaquié, ces montagnes abritaient une population peu instruite, adepte d'un islam très particulier: l'alaouisme.

Considérés parfois comme des hérétiques, qui auraient peut-être même intégré à leur foi des éléments de christianisme, les alaouites sont des chiïtes, qui croient que la succession de Mahomet passe par son cousin et gendre Ali.

Pourtant, leurs pratiques ont très peu à voir avec l'islam des ayatollahs iraniens. Ils n'ont pas de mosquées, leurs femmes ne portent pas le voile, ils rejettent la polygamie, ils ne suivent pas la charia et tolèrent même la consommation d'alcool. Leurs rituels demeurent en partie secrets et sont transmis par initiation. Les musulmans sunnites, qui composent la majorité de la population syrienne, jugent que les alaouites ont des mœurs trop libérales.

Minoritaires, les alaouites composent 12% de la population de la Syrie. Ils ont



Manifestation pro-Assad au centre de Damas, la capitale.

PHOTO ANNAR AMRO AFP

longtemps été relégués dans un rôle subalterne. Mais ils ont pris leur revanche sur l'histoire lors du coup d'État de Hafez al-Assad, en 1966. Et ils dirigent la Syrie depuis plus de 50 ans.

Rien n'est simple en Syrie, où certains alaouites soutiennent le soulèvement, tandis que Bachar al-Assad trouve des appuis chez certains sunnites, en particulier dans la bourgeoisie. Mais les réflexes

d'appartenance religieuse expliquent la loyauté d'une partie de l'armée à l'égard du régime. La Garde républicaine et la 1^{re} division blindée, qui comptent 10 000 hommes, sont composées presque exclusivement d'alaouites.

À l'époque du régime français, dans les années 20, un plan de partition prévoyait la création d'un pays alaouite, autour de la ville de Lattaquié. Ce plan n'a jamais vu le jour,

mais il semble que le régime Assad l'a ressorti des oubliettes au cours des derniers mois. Si jamais le sol devait devenir trop vacillant sous ses pieds, il pourrait tenter de créer un État autour des villes de Tartous et Lattaquié, qui restent majoritairement alaouites. La trame confessionnelle de ces villes serait déjà en voie de «purification», les autorités favorisant l'exode des musulmans sunnites...

LA TRAME SYRIENNE

POPULATION
22 MILLIONS

MUSULMANS SUNNITES

74%

Arabes

65%

Kurdes

5%

Autres

4%

MUSULMANS CHIITES

20%

Alaouites

12%

Druzes

3%

Autres

5%

CHRÉTIENS

6%



PHOTO REUTERS

Manifestation anti-Assad à Tripoli, au Liban. Le gouvernement libanais soutient le régime syrien, mais la minorité sunnite souhaite sa chute.

Homs

Cette ville à majorité sunnite, qui compte 750 000 habitants, est au cœur d'une bataille féroce depuis plusieurs mois. Encerclée par l'armée, la ville serait soumise à un début d'«épuración ethnique» - les alaouites et les sunnites se séparant en quartiers de plus en plus mono-confessionnels.

Deraa

C'est là que le soulèvement syrien a commencé, le 15 mars 2011

Tartous

Ville côtière qui abrite une base navale russe



International Herald Tribune / New York Times (USA)

Turkey asserts right to act in a Syrian refugee crisis

BEIRUT

REUTERS

Turkey warned Syria on Friday that it would act to protect itself if a Syrian government crackdown on protesters threatened regional security and unleashed a tide of refugees on its borders.

At least 14 Syrians were shot and killed as protesters took the streets following Friday Prayer and ahead of a general strike called for Sunday, according to a network of anti-government activists reporting events to a Web site based in Britain. Other activist sources put the toll as high as 30 dead in various areas.

Nine were killed in Homs, the hub of the nine-month-old revolt, where demonstrators against President Bashar al-Assad chanted "Syria wants freedom" and "Bashar is an enemy of humanity," Al Jazeera reported.

Foreign Minister Ahmet Davutoglu of Turkey did not say what action it might take, but he made clear that it would not hesitate to insulate the region from turmoil in Syria.

"Turkey has no desire to interfere in anyone's internal affairs," he said at a news conference. "But if a risk to regional security arises, then we do not have the luxury of standing by and looking on."

Peaceful demonstrations calling for reform began in March in Syria, inspired by the Arab Spring, but were met almost from the outset by lethal force. About 4,400 Syrians have been killed in nine months of protest and violent state suppression, according to Syrian activists. The United Nations says the number is at least 4,000. Hundreds have fled over the border to Turkey which has established refugee camps.

President Assad says some "mistakes" may have occurred but casualties have been overwhelmingly from the security forces, targeted by "armed terrorist gangs" who are motivated and directed by unidentified foreign influences.

Syria has been hit by economic sanctions imposed by the United States and European Union, and has been suspended from the Arab League, which was also threatening to impose sanctions. Russia and China have effectively blocked any similar move at the United Nations, and Moscow is warning the West not to interfere in the affairs of Syria, its longtime Arab ally.

The Syrian Observatory for Human Rights, based in Britain, said security forces had fired into a crowd outside the mosque in Qusayr, Homs Province. In Hama City, one person was killed by gunfire from a checkpoint.

The group reported 28 demonstra-

tions in Dara'a Province calling for the overthrow of the government.

Egypt constitution dispute

The Muslim Brotherhood, the Islamist group whose political party is leading in parliamentary elections in Egypt, has accused the ruling military council of attempting to undermine the legislature's authority and interfering in the writing of a new constitution, David D. Kirkpatrick reported from Cairo.

The Brotherhood's party, Freedom and Justice, said Thursday that it was withdrawing from an advisory council being formed by the military leaders, saying that the military was trying to give the new council a major role in writing the constitution.

On Wednesday, a member of the military council told a small group of Western journalists that to limit the power of a potential Islamist majority in the new Parliament, the military planned to give the new advisory council and the military-led cabinet major roles in forming a constitutional assembly. Gen. Mukhtar al-Mulla of the military council contended during the briefing that the newly elected Parliament would not represent the will of the broader Egyptian public.

The military council's new plan and the Brotherhood's response mark the beginning of a new round in an escalating conflict between the two sides — the military, Egypt's most powerful institution, and the Brotherhood, its strongest political force — over the drafting of the constitution and the military's future role.

After taking over with the ouster of President Hosni Mubarak in February, the military council initially said that a new Parliament would be elected and would then oversee the selection of a constitutional assembly to write a new charter. But it has since tried to circumscribe that power. In November, the military-led government sought to spell out a set of guidelines for the new constitution that included a permanent political role for the military as well as protection from civilian budgetary oversight, but it withdrew the proposals after a week of protest demonstrations by the Brotherhood and liberal groups.

Bahrain police face inquiry

Bahrain will investigate allegations involving deaths, torture and inhumane treatment at the hands of the police during widespread unrest earlier this year, The Associated Press reported from Manama.

The order from the interior minister, Lt. Gen. Sheikh Rashid bin Abdullah Al Khalifa, was announced Thursday. It follows recommendations last month by a special commission that urged an inquiry.

The Washington Post (USA)

Syrian conflict threatens Iraq's fragile consensus

BY LIZ SLY

BAGHDAD — At the very moment American troops are pulling out of Iraq, the revolt in neighboring

Syria is threatening to disrupt the fragile political consensus that U.S. forces spent most of the past few years striving to uphold.

As the Syrian conflict takes on increasingly sectarian dimensions, the crisscrossing rivalries that had been held somewhat in check in recent years among Iraq's Shiite majority and its Kurdish and Sunni minorities also risk being inflamed. Syria's sectarian makeup is almost a reverse image of Iraq's, with a minority, Shiite-affiliated Alawite regime confronting a protest movement drawn largely from the country's Sunni majority.

Iraq's Sunnis have accused Shiites of dispatching militiamen to help Syrian President Bashar al-Assad, and Shiites here allege that Sunnis are volunteering to fight with the fledgling rebel Free Syrian Army. And both sides fear the consequences for Iraq of the region's rapidly shifting balance of power.

"Syria plays into a lot of the unresolved issues in Iraq," said Toby Dodge, an international relations analyst at the London School of Economics. "It's a destabilizing factor, and especially as we go into the post-withdrawal dynamic."

It is in the context of this complexity that Iraqi Foreign Minister Hoshiyar Zebari pleads for understanding of Iraq's much-criticized stance toward Syria. Iraq's abstention from an Arab League resolution suspending Syria's membership and imposing sanctions should not be interpreted as implicit support for Assad's regime but rather as a necessity born of Iraq's own political fragility, he said.

"My job is to find the mainstream view of all, in order not to allow the political situation to flare," he said. "The conflict one way or another in Syria is taking on a sectarian dimension. [Iraq's] Shiites would react one way, the

Sunni would react another way, and the Kurds would react in another way."

That Syria would erupt in revolt on the eve of the American departure could not have been anticipated in 2008 when President George W. Bush and Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki signed the security agreement spelling out that U.S. troops must leave by the end of December 2011.

And Syria is not the only potential source of friction that risks unsettling Iraq once the Americans have gone. Though sectarian violence has abated and Iraq has a coalition government in which the main Shiite, Sunni and Kurdish factions share power, many issues that the United States had assumed would be resolved remain unaddressed. They, too, are resurfacing as the last few thousand U.S. troops prepare to leave.

A bold, and some would say reckless, deal signed by the oil giant Exxon with the regional government in northern Kurdistan has aggravated tensions between the semiautonomous region and the central government over control of the country's oil wealth.

The recent detentions of hundreds of suspected sympathizers of the outlawed Baath Party, many of them Sunnis, have fueled a push by three mostly Sunni provinces bordering Syria to form their own autonomous regions. It is, they say, a way to counter the growing influence of the Shiite-dominated government in Baghdad.

These centrifugal forces are exacerbating long-standing Iraqi fears that neighboring countries will exploit the departure of the Americans to advance their own interests. Turkey, Saudi Arabia and Iran all are vying for influence in Iraq, as well as in Syria, and they have lined up behind the competing factions in both

countries.

"That is our main challenge beyond 2011, to keep the political consensus here in Iraq and not to allow any other power to fill the vacuum left by the Americans," Zebari said.

But the threat to Syria's 48-year-old Baathist regime only raises the stakes for regional powers in Iraq and especially for Iran, which already exerts considerable influence in Baghdad but is even more closely allied to Assad's regime.

That Iran's chief Arab ally is under threat increases the likelihood that Tehran will further seek to expand its influence in Iraq once the Americans have gone, said Mahmoud Othman, a Kurdish legislator. That will put it in confrontation with the expanding influence of Turkey, which has thrown its support behind the Syrian protest movement and also has close ties with several leading Iraqi Sunni politicians.

"A big part of that conflict will be on Iraqi soil, and we will suffer," he said.

For Iraq's Shiites, the bigger fear is that an Islamist Sunni government will seize power in Damascus and strike alliances with Iraq's disgruntled Sunnis, who are still smarting from their loss of power after the fall of Saddam Hussein.

Suspicious that Syria's long-banned Muslim Brotherhood is emerging at the forefront of the protest movement have tempered sympathies for Syrians seeking to overthrow their government, said Neama Al-Ebadi, director of the Iraq Center for Research and Studies in the Shiite city of Najaf.

"If Syria becomes a democratic, liberal country, it will be fine," he said. "But if the Muslim Brotherhood comes to power, this whole Sunni-Shiite story will start again in Iraq."

sly@washpost.com

LEANING
AIR
ays!
Two Areas and a Hallway
\$89 JUST
Wall to Wall
Steam Cleaning
*Many other options 12/17/11. Not valid
w/any other offers.
EVERY
OG.
g, repair, and
s and rugs.
behind it
New
Chevy Chase
Location!
37-7163
.com
4918
Wisconsin
Avenue



In encircled Homs, the enmities are deepening

Martin Chako *columnist*

Syrian troops tightened their siege of the war-torn city of Homs yesterday, and several hundred wounded people were reported killed in the past few days. However, a much-debated attack involving heavy armor had not yet been launched, with up to 200 tanks remaining on the city's outskirts.

Homs residents said yesterday morning that they had received information that a full-scale offensive would start within hours. They said large numbers of tanks had been positioned outside Homs since Friday night, "in their houses today," said one Homs man. "I have seen 100 tanks in a row, some of them from the Iraqi jihadis, but the 300 tanks stayed outside for now."

Across Syria, the Muslim holy day of Friday was again the bloodiest day of the week — a pattern that has repeated most weeks since the uprising against the regime of Bashar al-Assad erupted in March. At least 15 people are thought to have been killed across the country, some estimates put the number as high as 30. The western city of Homs, which has been in open revolt since August, was again the focal point of the violence, with several hundred people peacefully trying to stop demonstrations from getting any momentum.

"They arrested all the mosques at greater time," said the Homs resident. "We had demonstrations in the town. There are still parts of town where they can't reach us."

The clashes in Homs have been especially sad as a fight between demonstrators wanting civil rights and loyalist security forces enforcing a crackdown against dissent, which poses a real risk to the Assad family's four-decade rule.

However, Ankara more than anything

Turkey's foreign minister, Ahmet Davutoglu, said Syria's instability would not be allowed to get his country at risk.



"How will I see them?" he asked. "I will watch for you," said a 30-year-old boy. "I will stand on the rooftops there."

"Whereas, you will have to see in a fast a possible," Mahgoob told him. "Just while you way through the alleys."

Then we followed Mahgoob to the other road to place the second vase. Around 30 fighters were congregated there, only half of them had guns, and very few had any ammunition. People brought boxes of biscuits and put them on the ground for the fighters to eat.

The shooting was louder still. The rain encouraged each of us, alerted, seized their firm and formed a convoy of a few cars towards the army positions. A handful of fighters piled on the back of two pickup trucks and filled one Toyota. These have more sufficient ground while with fire.

A few minutes later they were back. The machine gun, they said — the only one in town — was jammed.

With the same anxious faces, chests of "Allahs Akbar" and hot waving, they headed to the battle. In 30 minutes they were back again.

This time a man blocked the road with his truck, placing it in front of the retreating fighters.

His face was red as he screamed at the men: "You can't retreat. We die but we can't retreat!"

A crowd of fighters gathered around him. There were scuffs and another fighter jumped on top of his car, shouted at him and coaxed his gun, when upon the man collapsed and started weeping.

Another car got stuck, and Mahgoob and I joined them. We drove past the IEI into the outskirts of Homs, where other fighters were positioned.

A few of them had opened a blanket on the ground and were drinking tea. They looked like a happy family having a picnic in the quiet woods. Smoke was rising from a building ahead of us and the sound of heavy machine-guns fire was from up the road.

One of the fighters pointed at a small black dot on the ground. "A tank," he whispered.

The tank was on the possible road

and it appeared to be moving to cut off the rebels from the road. All in a few of the fighters jumped in to first cars and headed back towards the outskirts of Homs, where they congregated again, waving hats and smoking and making plans for a counter-attack.

An hour later the corpses of two men who had been brave enough to face a tank with Kalashnikovs were brought back. The fighters put on their bodies were taken and placed in the mosque. An assault on the army's fighter yesterday to fight back at an airport a few miles down the road.

That night Mahammad, the head of the security committee, sat with his

On Monday
In the second of his exclusive reports from inside Syria, award-winning correspondent Ghazi Abdul-Ahad traces the Iraqi and Turkish weapons struggles who are helping — for a fee — to end the revolt against President Assad's regime.

friends and relatives around a stove. He described how, when the revolution began in Homs, the regime had asked him and two other men to help fight it.

"When the young people first went out to demonstrate, the head of political security called me and said: 'Go and calm the street.'"

"I went to the kids and asked them why they were demonstrating," he said. "They said, 'We want to see a free Syria.'"

"I said, 'I will get it for you.'"

At first, Mahammad was against the demonstrators. "We have seen the horrors of the 60s."

"We'll kill some people making who were detained them and have been heard of since."

It was a few days later, he said, that the security forces killed the town and took away more than 70 people.

"They told me that it is regime doesn't distinguish between those who demonstrate and not," said Mahammad. "In the first demonstration they had called for freedom."

"The following demonstration they started calling for the overthrow of the regime."

An old man interjected, shouting from across the room: "If you are involved, who's job is your job?"

Mahammad, the young and bearded man, had been detained three times by different branches of the intelligence services.

After the first hearing, he said, they had forced his legs and arms through a tree and hung him up so they could hit him, mainly in his genitalia.

When he lost consciousness they put him in a cell where a hour another 300 men were detained. It was so crowded there was no space to lie down or sit.

"In the end I was willing to confess anything," said Mahammad. "I told the officer: 'Sir, I have blown up tanks. I have weapons and airplanes. Anything, just stop the torture.'"

The only acceptable solution to the crisis was for Assad to abdicate, Mahammad said. "The people will forgive him and he will save the people the spilling of the blood."

"Of course, if this fighting continues we are heading for a red sea."



Gulf News (EAU/UAE)

Arab states will not allow 'massacre'

SAUDI PRINCE WARNS SYRIA OF MORE PUNITIVE MEASURES

Gulf News Report

Dubai Despite the threat of a 'massacre', residents of the restive Syrian city of Homs yesterday took to the streets in defiance of government troops.

At least 24 people were killed, four of whom were children, when government forces opened fire in several Syrian cities after Friday prayers. Some activists put the death toll at 30.

In Vienna, a senior Saudi prince said that Arab states would not allow "the continued massacre" of the Syrian people, while saying he believed President Bashar Al Assad was unlikely to step down voluntarily.

Former Saudi intelligence chief Prince Turki Al Faisal, seen as influential though no longer holding public office, told a conference in Vienna the 22-state Arab League was "not going to sit back and allow the continued massacre of the Syrian people".

"Sanctions have been imposed. I think more measures will be undertaken in the near future," he said.

Nine were killed in Homs, the hub of the nine-

FEAR FACTOR

Random shootings turn border into death zone

Tracks used for decades to smuggle animals and petrol across the border between Turkey and Syria are becoming more hazardous by the day and people making the crossing now face mortal danger.

And it's not just those on foot who are at risk. Lorry drivers who have returned from Syria talk of dead bodies by the roadside and burned-out military vehicles.

Syrian troops guarding the border are opening fire at "anything that moves", residents and refugees said, apparently fearing armed infiltrators will cross into Syria to join the fight against President Bashar Al Assad. "We hear gunshots at night and during the day," said a Syrian who had taken shelter in the village of Gavecci, close to the border in Turkey's Hatay province.

— Reuters

month-old revolt, where demonstrators chanted 'Syria wants freedom' and 'Bashar is an enemy of humanity', Al Jazeera said.

The latest violence comes as Arab League ministers meet in Doha today to decide on a response to Syria's call to lift sanctions in return for allowing observers to monitor the unrest. UN humanitarian relief teams yesterday re-emphasised the need to let observers in.

In Ankara, Turkey warned Syria it would act to protect itself if the Syrian crackdown threatened

regional security and unleashed a tide of refugees on its 900-kilometre border with Syria.

Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu did not say what action Ankara might take, but he made it clear Turkey would not hesitate to insulate itself from the turmoil in Syria.

Turkey stand

"Turkey has no desire to interfere in anyone's internal affairs. But if a risk to regional security arises, then we do not have the luxury of standing by and looking on," he said.

"If a government that is fighting its own people and creating refugees is putting not only its own security at risk but also that of Turkey, then we have a responsibility and the authority to say to them: 'Enough!'" he said.

Austria's Foreign Minister Michael Spindelegger said that Al Assad must step down immediately and be held accountable for any human rights abuses committed. He was meeting with exiled Syrian opposition leader Burhan Ghalioun in Vienna. "There can be no impunity. Al Assad will have to answer for his offences," he said.

The Syrian National Council, the opposition alliance, has warned of a "final bloody assault" on Homs and said the government was using the pretext of the oil pipeline blast on Thursday to carry out its assault.

"The regime has tried hard to ignite the sectarian conflict using many dirty methods, which have included bombing and burning mosques, torturing and killing young men and kidnapping women and children," it said.

— With inputs from agencies
See also Page 12

Turkey may react if Syria threatens security

Ankara keeps all options open as Damascus continues crackdown and forcing people to flee across common border

Ankara (Reuters) Turkey cannot stand by and watch if Syria's crackdown on a popular uprising puts security in the region at risk, Foreign Minister Ahmet Davutoglu said yesterday.

While Ankara has no desire to interfere in Syria's internal affairs, it has a duty to tell Damascus "Enough!" if it threatens Turkey's security by fighting its own people and forcing people to flee the country, he said.

Turkey, which has the second-largest army in Nato, has steadily ratcheted up its warnings to Syrian President Bashar Al Assad to halt the violent suppression of protests in which more than 4,000 people have been killed, according to the United Nations.

It said last month it did not want any military in-

tervention in Syria but that it was ready for "any scenario". Turkey, which has become increasingly critical of its one-time ally, fears an all-out civil war along sectarian lines in Syria could spill across its borders and spark tensions among its own people.

"Turkey has no desire to interfere in anyone's internal affairs but if a risk to regional security arises then we do not have the luxury of standing by and looking on," Davutoglu told reporters.

"If a government that is fighting its own people and creating refugees, is putting not only their own security at risk but also that of Turkey, then we have a responsibility and the authority to say to them: 'Enough!'" he said.



Seeking solutions

The leader of the Syrian National Council (SNC) opposition, Burhan Ghaloun (left), and Austria's Foreign Minister Michael Spindelegger prior to a meeting in Vienna yesterday.

Syrian blogger makes plea for freedom on internet

Social media helped expose crackdown on dissent in country, he says

The Hague (AFP) A Syrian blogger who said he was tortured for expressing his opinions called on world governments yesterday to step up the fight for internet freedom, saying it makes everyone a reporter.

Access to social media has helped to expose the violent crackdown on dissent in Syria, Amjad Baiazy told a conference hosted by Dutch Foreign Minister Uri Rosenthal in The Hague.

In the last eight months in Syria "there has been thousands of [pieces of] evidence thanks to social media, not only to show the world, but also Syrians, of the crimes" happen-



Amjad Baiazy

ing there, Baiazy said. "This is the main benefit of [internet freedom]. It has turned every citizen into a journalist. Every citizen can use Twitter to broadcast," he added.

Baiazy, now a content editor for Amnesty International, told how he "was arrested and tortured for expressing my opinions," and is currently awaiting trial for "weakening the national resolve."

He said that when the Syrian regime put down a similar revolt in 1982 ordinary people had no way of telling the world what was happening, and all traces of that uprising were wiped out.

Today's Zaman (Turquie/Turkey)

DAVUTOĞLU SAYS TURKEY CANNOT STAND BY IF SYRIA POSES RISK TO SECURITY

Ankara reiterates it has no desire to interfere in Syria's internal affairs, but adds it cannot stand by if the security of the region is at risk. Turkey will suspend its 2008 free trade agreement with Syria, officials say

Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoglu said on Friday that Turkey had no desire to interfere in Syria's internal affairs, but that it could not stand by if security in the region was put at risk.

"Turkey has no desire to interfere in anyone's internal affairs, but if a risk to regional security arises then we do not have the luxury of standing by and looking on," Davutoglu told reporters in the Turkish capital, returning to Syria.

Davutoglu said Turkey had a "responsibility" and the "authority" to tell Damascus "enough" if it was putting Turkey's security at risk by fighting its own people and forcing people to flee the country.

In addition, Davutoglu urged Syrian President Bashar al-Assad to punish his security forces if he is "sincere" in denying that he ordered a violent crackdown on his people. Assad claimed in a rare interview Wednesday

that he never ordered the brutal suppression of the uprising and insisted only a "crazy person" would kill his own people. His remarks were an apparent attempt to distance himself from violence that the United Nations says has killed 4,000 people since March.



Ahmet Davutoglu

"If he is sincere he will punish the security forces, and he will accept the Arab League observers and help change the atmosphere," Davutoglu said. "He still has the opportunity to do this."

As one of the latest in a series of moves aimed at pressuring Assad to halt the regime's crackdown on people, Turkish authorities said Friday that Turkey will also suspend a 2008 free trade agreement with Syria, which will lead to taxes of up to 30 percent on some goods. Syria had already unilaterally suspended the agreement, but Turkey's Cabinet needed to approve the suspension, so it can also increase taxes. **REUTERS/ANSA**

FM DAVUTOĞLU: TURKEY CANNOT STAND BY IF SYRIA RISK TO SECURITY

CONTINUED FROM PAGE 1

Custians and Trade Minister Hayati Yazıcı said in Ankara that Turkey is also planning to encourage trucks to favor Iraq and Jordanian routes for delivering goods to the Middle East, because of the deterioration in relations.

"We are having tensions with Syria," Yazıcı said. "Of course, our trade is important, but our stance based on humanitarian values is above everything."

Cargo ships were also planning to bypass Syria, running between Turkey's Mediterranean port of Iskenderun and some Red Sea ports in line with sanctions against Syria.

Meanwhile, tensions have grown on the Turkish-Syrian border where the Syrian army has reportedly deployed tanks as reinforcements.

The reports of reinforcements on the Syrian side of the border, which appeared in the Turkish media, came days after Syrian news agency SANA reported a failed infiltration attempt from Turkey by a group of 20 armed terrorists. SANA also said some of the enemy wounded escaped over the border and were treated by the Turkish military, a claim denied by Ankara.

Foreign Ministry sources declined to comment on the reports, with one official only saying, "We have [been] following and carefully examining the reports."

Observers say Turkey would not be surprised to see Syria reinforcing its troops and increasing the number of tanks near the border. This is because Ankara is increasingly aware that Syrian troops find it more and more difficult to suppress unrest as the security situation keeps deteriorating in the country.

On Friday, journalists asked Transportation Minister Busali Yikilmaz, who was speaking at an event in Istanbul, about his opinion regarding Syria's move to close its border gaps with Turkey. Yikilmaz said that Syria made a unilateral decision.

"Syria had such an increase in trade fees and bureaucracy means 'come on more.' Therefore, island ministers and institutions came together in Turkey, and we debated possible measures, and we implemented them," he said. "Our position is quite clear. Whatever measures we take, we will never allow the suf-



Turkish Foreign Minister Ahmet Davutoğlu

fering of Syrian people. We think Syrian civilians have no fault in that absurd stubbornness. But the [Syrian] regime will see the results of its measures against our country."

Asked if ties are "completely cut" with the Syrian regime, Yikilmaz said:

"Relations would never be cut. You cannot cut your relations with a country with which you share an 833-kilometer border."

Turkey was once one of Syria's closest regional allies, and Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan had built a strong rapport with Assad. But as the violence grew worse and Assad ignored Ankara's advice to halt the crackdown on protesters and make urgent reforms, relations broke down, and Erdogan has now bluntly told Assad he should quit.

Last week, Turkey followed the Arab League by announcing a list of economic sanctions on Syria it said would target the government, including freezing state assets and imposing a travel ban on officials and suspending financial transactions. **Istanbul Today's Zaman**

Turkish truck drivers say threatened by Syrian troops

Trucks used for decades to smuggle animals and petrol across the border between Turkey and Syria are becoming more hazardous by the day, and people making the crossing now face mortal danger. And it's not just those on foot who are at risk. Lorry drivers who have returned from Syria talk of dead bodies by the roadside and burned-out military vehicles. Syrian troops guarding the border are opening fire at "anything that moves," residents and refugees said, apparently fearing armed infiltrators will cross into Syria to join the fight against President Bashar al-Assad. At the official border crossing at Cilvegözü, hundreds of Turkish trucks carrying food and goods for the Gulf waited to enter Syria. Many of the drivers were nervous about the journey ahead, and the tales of drivers leaving Syria gave them good cause for concern. "We hear gunshots at night and during the day," said a Syrian who had taken shelter in the village of Güveccil, close to the border in Turkey's Hatay province. "Yesterday two men who crossed the Syrian border were shot, one in the face and the other in

the arm. They were taken to Turkish hospitals," said the man who declined to be named.

"Turks are being attacked on the road and receiving death threats just because we are Turks," said driver Hüseyin Gökün.

Despite the danger, the drivers said that the only alternative land route from Turkey to the Gulf, through Iraq, was much longer and even less safe.

Residents and refugees from Syria sheltering with local families said smuggling back and forth through the wooded hills was continuing, but they said they had not seen any armed men infiltrating into Syria from Turkey.

There is little sign of an increased Turkish military presence along the frontier, but Syrian guards open fire at "anything that moves, fearing they are infiltrators," said another Syrian who lives in Güveccil. Rebel deserters with the Free Syrian Army have said their forces clashed with the Syrian government this week, but denied they had moved into Syria from Turkey. **Reuters Turkey**